

Comment l'Allemagne a décidé de sortir du nucléaire

Entretien avec Henrik Uterwedde*

L'Allemagne s'est engagée à abandonner l'atome d'ici à 2022. La coalition gouvernementale s'est accordée sur la fermeture définitive des huit plus vieux réacteurs déjà arrêtés après Fukushima. Six autres cesseront de fonctionner d'ici à 2021. Les trois plus récents seront maintenus en état de marche jusqu'en 2022, pour palier d'éventuelle pénuries d'électricité.

Le débat sur le nucléaire en Allemagne a interrogé l'identité des partis. Décryptage.

Le gouvernement allemand avait déjà décidé en 2002 une sortie programmée du nucléaire. Dans quels termes ? La décision a-t-elle fait consensus ?

La décision de sortie a été prise par le chancelier Schröder et si la CDU (Union chrétienne-démocrate) de madame Merkel n'est pas revenue sur ce principe, elle a décidé fin 2010 de prolonger la durée de vie des centrales de quelques années, en portant la deadline de 2022 à 2036, avant de revenir sur cette décision suite à l'accident de Fukushima.

En Allemagne presque autant qu'en France, le nucléaire reste un champ où les perceptions sont très clivées. Les principales différences sont, d'une part, que les 17 centrales allemandes ne produisent que 23 % de l'électricité, contre 80 % en France et que, d'autre part, en Allemagne l'opinion est majoritairement hostile au nucléaire. Mais il existe des pro-nucléaires au sein de la CDU, et par ailleurs les quatre groupes gérant le parc nucléaire allemand (EnBW, Eon, RWE et Vattenfall) ne désarment pas.

On peut repérer cependant un consensus implicite, sur le fait que le nucléaire représente une forme d'énergie transitoire. Le clivage porte alors sur la durée de cette période transitoire, ou sur l'opportunité de la faire durer. Un certain nombre d'acteurs politiques et économiques considèrent ainsi qu'il est irréaliste d'aller trop vite ; mais à la différence de la France aucun n'exprime la volonté de lancer de nouvelles centrales. Et tout le monde est d'accord pour investir sur de nouvelles formes d'énergie.

L'accord signé en 2002 par le gouvernement Schröder permettait un amortissement correct de toutes les centrales, et permettait par ailleurs de basculer les quotas d'une centrale à l'autre, ce qui offrait aux producteurs une certaine souplesse. En réalité, s'ils ont accepté de signer cet accord c'était dans l'espoir que la droite change la donne à son retour aux affaires. Ce qu'elle a fait à l'automne dernier. Cette décision a ravivé des controverses : nous n'avons donc pas attendu Fukushima pour reprendre le débat ; l'accident survenu au Japon a en fait cristallisé le refus sociétal, prenant la chancelière à contre-pied.

Quelle a été la réaction du gouvernement ?

Le gouvernement a décidé en urgence de plusieurs mesures : révision générale de la sécurité du parc nucléaire, fermeture immédiate (mais provisoire) des centrales les plus anciennes. En outre, la chancelière a expliqué que ses vues sur le nucléaire ont changé depuis les événements au Japon.

Mais l'opinion, qui lui est par ailleurs plutôt hostile en ce moment, a considéré ces réactions comme tactiques, dans un contexte marqué par la proximité d'élections délicates dans le Bade-Wurtemberg – où la CDU avait la majorité depuis 50 ans ! Les sondages d'avant Fukushima suggéraient que le parti de la chancelière pouvait perdre, mais la défaite a été sévère. Et ce Land sera désormais gouverné par un ministre-président Vert. Entretemps, la position des Verts et d'une partie du Parti social-démocrate (SDP) s'est durcie : ils parlent désormais d'une sortie définitive du nucléaire d'ici 2017, autant dire demain.

Ce qui est intéressant, c'est qu'à la suite de ce revers la chancelière s'est engagée plus avant dans sa nouvelle politique, en nommant une commission d'éthique et en annonçant des négociations

* Économiste et politologue, Henrik Uterwedde est directeur adjoint de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg.

avec les 16 *Länder*. On pourrait considérer qu'il ne s'agit que de sauver la face en évitant un nouveau changement de pied, mais on peut aussi y voir une évolution stratégique.

La CDU devient résolument anti-nucléaire ?

C'est de fait ce que souhaitait une partie des stratèges du parti, et tout semble indiquer que la chancelière a suivi. Certes, le gros des troupes aura du mal à digérer cette évolution, ne serait-ce que parce que l'imaginaire de la sortie du nucléaire est associée au monde « alternatif », celui des barbus. En outre, il y a encore un an, on entendait des technocrates affirmer que la sortie du nucléaire conduirait à avoir froid l'hiver, ou à devoir importer de l'électricité.

Mais dans le même temps, l'évolution stratégique de la CDU fait sens. En particulier, il y a un argument qui était encore utilisé il y a un an par les pro-nucléaires, et qui ne peut plus l'être : l'idée qu'une sortie du nucléaire isolerait l'Allemagne. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, et cette semaine encore la Suisse voisine vient de s'engager sur la même voie.

Par ailleurs, l'argument des stratèges « modernistes » est aussi que l'affaiblissement du FDP (Parti libéral-démocrate), qui fait partie de la coalition au pouvoir aujourd'hui, est durable. Et que si la CDU veut continuer à gouverner, dans les *Länder* ou au niveau fédéral, elle sera amenée tôt ou tard à envisager des alliances avec les Verts.

Ceux-ci ne sont-ils pas associés de longue date à la gauche ?

Pas partout, même si les alliances locales avec la CDU sont aujourd'hui l'exception. En fait, l'idée des modernistes de la CDU est que les Verts pourraient jouer le rôle de parti pivot, qui fut longtemps celui du FDP : un parti de gouvernement, qui peut s'allier avec la droite comme avec la gauche. Dans la culture politique allemande, cela fait sens.

En outre, les modernistes de la CDU observent que les Verts ont évolué et se sont embourgeoisés ; que sociologiquement leurs électeurs ont désormais bien des points en commun avec ceux de la droite ; et que les thèmes qu'ils portent ne sont pas évidents à articuler à ceux de la justice sociale ou plus largement avec les intérêts du monde ouvrier représenté par le SPD.

Enfin, en acceptant résolument de s'engager en faveur d'une sortie rapide, la chancelière reprend la main, car des questions se posent désormais qui sont moins confortables pour les Verts. En particulier, un développement plus rapide des énergies renouvelables implique nécessairement de lancer de nouveaux parcs d'éoliennes en mer du Nord. Mais la consommation d'énergie est plutôt en Allemagne du Sud, et il faudra donc de nouvelles lignes à haute tension. Aux Verts de prendre leurs responsabilités !

Au total, la question du nucléaire est susceptible de renouveler profondément le jeu politique allemand, à la fois dans l'identité des partis et dans les alliances possibles.

Propos recueillis par Richard Robert